

Sud et de suivre plutôt la voie positive du dialogue, de la discussion et de la négociation. C'est par cette voie que seront assurés la paix en Afrique du Sud et le plein appui de la communauté internationale.

Plus tôt au cours de cette session, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, le très honorable Joe Clark, a demandé à tous les pays, notamment à ceux qui entretiennent d'importantes relations économiques avec l'Afrique du Sud, d'appliquer des mesures concrètes contre ce pays afin de hâter le démantèlement de l'apartheid. Conformément aux engagements que nous avons pris en vertu de l'Accord de Nassau, ainsi que devant les Nations Unies et au sein de la Francophonie, nous nous réjouissons des mesures appliquées par les Etats-Unis, la Communauté européenne et le Japon qui, combinées à celles prises par le Commonwealth, souligneront l'engagement du monde démocratique à l'égard de l'abolition de l'apartheid. Nous demandons aux autres pays qui entretiennent des rapports avec l'Afrique du Sud de marquer une pause et de réfléchir un instant à ce que l'on peut faire de plus pour exercer des pressions efficaces.

Il faut empêcher d'agir ceux qui cherchent à contourner les sanctions et ne pas laisser s'épanouir les aptitudes dont se targue l'Afrique du Sud en matière de "commerce non conventionnel". Les hommes d'affaires sud-africains, nombreux à professer leur opposition à l'apartheid, devraient prêter attention à la réforme, non pas aux moyens de combattre les effets négatifs des sanctions et de profiter des possibilités qui peuvent se présenter à court terme. Ils devraient consacrer leurs efforts à faire pression en faveur du changement, plutôt que de chercher des échappatoires.

Les organisations non gouvernementales et les églises canadiennes détiennent depuis longtemps des actions dans un certain nombre de sociétés et de banques transnationales. Elles ont su parler haut et clair aux réunions d'actionnaires concernant les politiques d'investissement en Afrique du Sud. Il ne faut pas abandonner les lignes directrices et les codes de conduite établis pour protéger la majorité noire. Nous devons, par ailleurs, rechercher de nouvelles façons de développer les compétences techniques et l'esprit d'entreprise dont aura besoin l'Afrique du Sud libérée de l'apartheid.

Monsieur le Président,

Les pays voisins de l'Afrique du Sud ont subi de graves préjudices du fait des politiques d'agitation et